



Accueil du site > ntic-santé

Analyse comparative sur l'usage des TIC par les médecins généralistes européens en 2007



**Benchmarking
ICT use among
General
Practitioners in
Europe 2007**

Ce **rapport publié fin avril 2008**, présente les résultats des “pilotes indicateurs sur la santé en ligne”. Cette étude a été réalisée par Empirica en association avec IPSOS, pour la Commission Européenne (La Direction générale de la *Société de l'Information et des Médias*).

Les données utilisées pour ce rapport ont été recueillies au moyen d'une enquête auprès de 6789 médecins de soins primaires européens, dont 302 généralistes français. Le sondage portant sur leur utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour la “santé en ligne”, a été réalisé dans les 27 états membres de l'Union européenne ainsi qu'en Norvège et en Islande en 2007.

Cette enquête paneuropéenne sur les services électroniques de soutien de soins de santé (cybersanté) prend le pouls de la santé en ligne en Europe : l'étude montre que les applications “santé en ligne” auront un rôle croissant dans les pratiques des médecins. Toutefois il subsiste d'importantes différences entre les 29 pays dans leur disponibilité et leur utilisation. Trois pays nordiques, le Danemark, les Pays-Bas et la Suède, sont souvent sur le podium. Sanction de la politique erratique dans le domaine des systèmes d'information de santé, la France reste souvent engluée en milieu de peloton.

En plus du manque de connectivité haut débit dans certains pays du Vieux Continent, les principaux freins invoqués par les médecins restent le manque de formation et d'assistance technique.

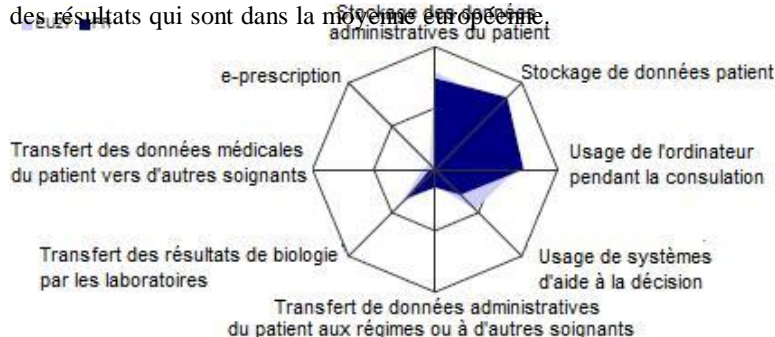
La Commission Européenne insiste sur la nécessité d'intégrer des modules spécialisés sur les nouvelles technologies de la communication et de l'information aux cursus des écoles de médecine.

Ce rapport oublie que le principal handicap n'est pas seulement la formation initiale d'autant qu'elle serait forcément en décalage avec la réalité des outils qui évoluent vite. Le problème c'est, aussi et surtout, l'utilisabilité réelle des outils métiers disponibles sur le marché.

En France en termes d'infrastructure, 83% des cabinets de généralistes utilisent un ordinateur.

- 73% des praticiens disposent d'une connexion Internet.
- Les connexions haut débit ne sont pas encore universelles mais sont déjà disponibles dans près de 60% des cabinets de médecins généralistes.

Sur le plan de l'utilisation des “solutions de santé en ligne”, la France a des résultats qui sont dans la moyenne européenne.

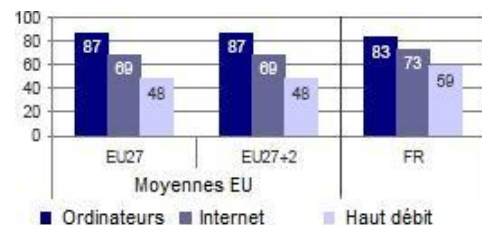


internet haut débit, alors qu'ils ne sont que 5 % en Roumanie.

En ce qui concerne le stockage informatique local des informations de santé des patients, la France est légèrement au-dessus de la moyenne européenne. Ce qui est particulièrement remarquable, c'est la forte proportion de données radiologiques archivées (65% en France contre une moyenne de 34%).

Les systèmes d'aide à la décision sont utilisés légèrement moins que dans d'autres pays de l'Union européenne.

L'utilisation des réseaux électroniques pour la transmission des données médicales n'est pas encore bien établie en France. Uniquement 5% des cabinets de généralistes participant à l'enquête ont indiqué avoir échangé des



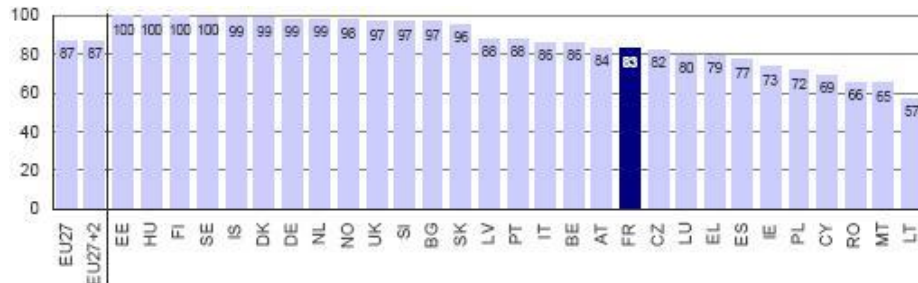
Cela vaut par exemple pour l'usage interactif avec le patient de l'ordinateur en consultation. Il est utilisé par 72% des cabinets de généralistes français, ce qui est mieux que la moyenne de 66% pour l'Europe.

48 % des praticiens européens disposent d'une connexion haut-débit. La France est mieux lotie avec 59%. Mais cela reste loin du Danemark où près de neuf professionnels sur dix possèdent un accès

informations de santé avec d'autres fournisseurs de soins. 33% ont reçu les résultats d'analyse de laboratoire de cette façon.

La e-prescription n'est pas vraiment à l'ordre du jour de la médecine générale européenne. Elle serait pratiquée par moins de 1% des cabinets de médecins généralistes français contre 6% en moyenne dans les 27 pays de l'Union. Par contre le transfert de données administratives, du patient aux régimes ou à d'autres soignants, est bien développée dans France : 26% des cabinets de médecins généralistes ont déclaré le pratiquer (par rapport à 15% en moyenne dans l'union. 26 % des généralistes français, cela semble peu puisque 80% font des FSE...

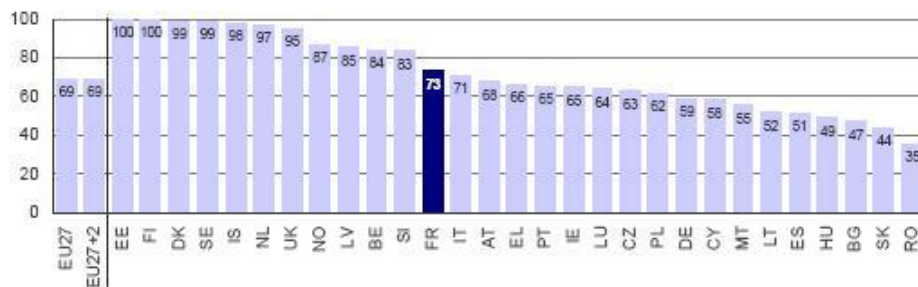
Utilisation de l'informatique



En ce qui concerne l'utilisation des ordinateurs dans les cabinets de médecine générale, 24 pays affichent un taux de pénétration de plus de 75%. 83% des omnipraticiens français utilisent l'informatique au cabinet. Dans treize pays, le taux

d'utilisation est entre 100% et 96%. Ce résultat met la France en **19ème position** au milieu d'un deuxième groupe de 10 autres pays de l'UE où les ordinateurs sont utilisés entre 75% et 90%.

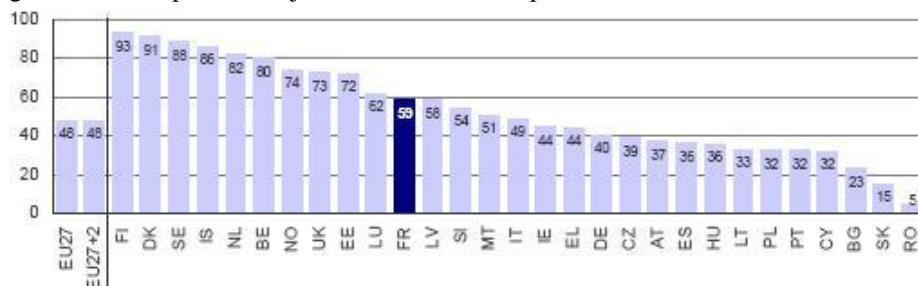
Utilisation d'internet



Une connexion à l'internet ou tout autre réseau spécialisé, est une condition préalable pour toutes les applications "santé en ligne" qui impliquent la transmission de données et la recherche d'informations. Les généralistes français sont au milieu du gué en douzième

place. 73% des cabinets français sont connectés à Internet. C'est un taux légèrement au-dessus de la moyenne européenne de 69%.

En Estonie, en Finlande, au Danemark, en Suède, en Hollande et en Grande Bretagne, plus de 95% des généralistes disposaient déjà en 2007 d'un accès professionnel à internet.



Une fracture numérique nord-sud :

Dans l'hexagone, 59% des cabinets de médecine générale disposent d'une connexion à haut débit. Avec une onzième place, la France se positionne ainsi légèrement au-dessus de la moyenne européenne (48%),

loin derrière la Finlande (93%), le Danemark (91%), la Suède (88%), l'Islande (86%), la Hollande (80%) et la Belgique (80%) qui font la course en tête.

Utilisation des "applications santé en ligne"

Avec environ 87% des cabinets de médecins généralistes ayant un ordinateur et environ 69% de connectés à internet, la question est de savoir si et comment cette infrastructure favorable aux technologies de l'information et de la communication (TIC), est utilisée.

Stockage des données numériques des patients :

L'archivage électronique local des données médicales du patient est relativement commun en France. 74% des cabinets de médecins généralistes archivent au moins un type de donnée médicale individuelle sur les patients. Les types de données stockées le plus souvent comprennent des paramètres médicaux de base (93%), les symptômes / raisons de rencontre (92%) et les traitements médicamenteux (91%).

	EU27		EU27+2																												
	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	EL	ES	FR	IE	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	UK	IS	NO		
Diagnostics	90	91	93	97	89	93	99	94	74	89	89	79	85	93	58	65	88	99	80	96	88	73	77	69	89	94	81	97	94	100	100
Médicaments	90	90	93	93	88	99	93	86	71	94	91	95	95	90	50	8	95	99	80	97	84	55	85	36	43	85	96	95	98	100	99
Paramètres médicaux de base	83	83	91	80	82	96	80	58	65	88	93	85	85	66	42	14	90	96	73	94	80	35	63	49	31	71	90	82	98	90	84
Résultats de laboratoire	79	80	96	83	58	99	78	58	64	81	77	82	75	76	42	17	52	91	66	95	79	53	59	63	20	26	98	97	96	93	98
Symptômes/motifs de consultation	77	77	89	94	70	97	67	59	68	82	82	80	64	86	42	28	88	96	70	96	82	46	73	32	33	60	96	95	92	98	95
Antécédents médicaux	75	75	89	93	74	97	52	55	73	86	89	84	70	83	50	13	90	93	75	95	69	46	63	34	18	48	98	90	95	100	97
Examens et résultats	75	75	87	86	62	95	56	51	64	81	81	68	82	67	42	20	60	93	66	95	76	55	67	58	15	35	98	76	88	92	98
Paramètres vitaux mesurés	74	74	88	93	67	92	59	51	62	80	88	73	69	88	42	12	76	93	64	92	63	34	70	52	15	51	93	73	92	79	85
Résultats du traitement	65	66	81	78	68	96	52	46	62	76	66	53	58	71	50	26	62	92	58	94	77	49	52	25	14	47	88	78	77	76	91
Images radiologiques	34	35	53	50	20	98	15	47	42	55	65	23	5	29	42	2	43	70	34	43	49	40	29	12	6	10	95	34	30	87	54

Selon l'étude, le stockage des images radiologiques (il faut sans doute comprendre des comptes-rendus) dans les cabinets de médecins généralistes français seraient bien au-dessus de la moyenne européenne. Cet archivage des bilans radiologiques serait pratiqué dans 65% des cas contre seulement une moyenne de 34% en Europe.

Retard français pour les échanges électroniques des données des patients

33% des médecins français reçoivent numériquement les résultats d'analyse des laboratoires. Toutefois seuls 5% des généralistes utilisent les réseaux afin d'échanger des données avec d'autres fournisseurs de soins. Ces résultats situent la France dans un groupe de pays où les taux d'utilisation sont en dessous de la moyenne européenne. Ce chiffre de 5% est à comparer aux chiffres revendiqués de 65% pour l'archivage des bilans radiologiques. On peut supposer que cette opération se fait par numérisation des courriers papiers...

C'est deux fois moins que la moyenne européenne puisque qu'environ 10% des généralistes européens échangent des données médicales patient avec les autres fournisseurs de soins. En outre déjà 40% utilisent l'Internet ou un autre type de réseau spécialisé pour la réception des résultats d'analyse de biologie.

Cette panne des échanges numériques médicaux en France par rapport aux autres états européens est une claque à la MISS et au GIP-CPS dont la promotion des échanges était une des missions.

A noter aussi que la babélisation des solutions de messagerie en France est certainement contreproductive. Aucun autre pays ne s'est lancé dans une aventure équivalente à celle d'Apicrypt ou ne préconise l'usage de la CPS.

	EU27		EU27+2																											
	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	EL	ES	FR	IE	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	UK	IS	NO	
Echanges de données médicales avec les autres professionnels	10	11	13	3	6	74	4	1	4	13	5	2	7	3	0	3	0	2	7	26	12	2	8	2	0	1	1	1	1	1
Résultats d'analyses de laboratoires	40	40	73	5	25	96	63	39	3	30	33	40	8	10	1	8	27	12	11	84	37	10	1	4	10	5	1	1	1	
Télesurveillance	1	1	1	1	0	0	1	0	1	1	1	1	0	0	1	0	0	0	0	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Echanges de données médicales à travers les frontières	1	1	1	1	1	2	0	0	2	1	2	0	0	3	0	0	0	0	3	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0

L'échange électronique des données des patients via Internet ou d'autres réseaux spécialisés

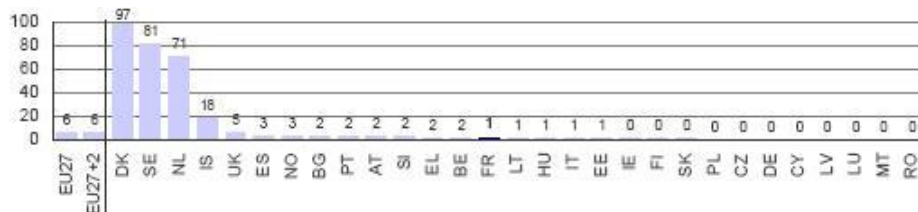
33% des médecins français utilisent les connexions numériques pour la réception des résultats d'analyse des laboratoires. Seuls 5% des médecins généralistes toutefois utiliser les réseaux afin d'échanger des données avec d'autres fournisseurs de soins. Ces résultats situent la France dans un groupe de pays où les taux d'utilisation sont en dessous de la moyenne européenne.

Alors qu'en moyenne 10% des médecins généralistes européens échangent des données médicales du patient avec d'autres fournisseurs de soins, ils sont 40% à utiliser internet ou un autre type de réseau spécialisé pour la réception des résultats d'analyse de biologie.

Le télé-monitoring n'est présent qu'à dose homéopathique que ce soit en France (moins de 1%) ou dans l'union européenne. Un seul pays sort du lot, c'est la Suède avec un taux d'utilisation de la télesurveillance de 9%, suivie par les Pays-Bas et l'Islande avec un score 3% chacun.

Seulement 2% des généralistes français participent aux échanges transfrontaliers de données. Ce sont les Pays-Bas qui affichent le plus fort taux avec 5%. Logiquement ce sont les petits pays avec de frontières qui sont le plus concernés.

e-prescription



Les trois seuls états membres de l'Union Européenne où la prescription en ligne est une réalité sont le Danemark, la Suède et les Pays-Bas. Abstraction faite de ce groupe avant-gardiste, l'Islande (bien que non

membre de l'UE) a un niveau d'adoption, qui s'élève au-dessus de 5%.

En France les généralistes ne pratiquent pas cette e-prescription.

Codage des données médicales

	EU7	EU27+2	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	EL	ES	FR	IE	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	UK	IS	NO
Données codées exclusivement	21	21	29	22	6	19	19	35	20	35	6	10	22	10	25	68	2	6	14	37	11	30	18	24	25	36	2	10	24	41	14
Données non codées seulement	30	30	36	27	56	31	33	5	58	26	66	50	26	64	25	8	60	5	39	13	55	25	23	26	34	24	26	29	5	5	18
Mélange entre données codées/non codées	45	45	33	50	33	49	48	59	16	36	19	34	50	14	50	13	24	88	25	49	31	19	49	43	33	36	72	54	70	52	64

La France et la Hongrie sont les pays membres de l'UE où l'usage du codage des données dans le dossier patient est la moins importante. Dans ces deux pays seulement 6% des généralistes pratiquent le codage des informations de santé.

En revanche, deux tiers des généralistes français archivent exclusivement les données en texte libre. 20% mixent des données textuelles et des données codées sans qu'on puisse estimer la part relative du codage. Le codage des données fait référence à l'utilisation de classifications internationales des maladies comme la CIM, qui permet de mémoriser une maladie ou un diagnostic comme un code plutôt que comme une description textuelle. Ce n'est que dans une poignée de pays que l'usage exclusif des données codées est supérieure à un tiers. Au contraire, la plupart des praticiens européens privilégient une combinaison de données codées et non codées.

Échange de données administratives du patient

	EU7	EU27+2	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	EL	ES	FR	IE	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	UK	IS	NO
Echanges avec d'autres professionnels de santé	10	10	13	6	6	74	3	1	4	6	4	4	3	3	0	10	0	1	7	28	7	6	6	6	3	2	21	16	32	12	25
Echanges avec les "rembourseurs"	15	15	3	10	13	48	4	5	3	2	26	15	1	3	0	21	0	5	3	45	19	23	5	2	14	4	8	8	43	1	19

Le transfert numérique de données ne concerne pas seulement les données médicales, mais peut également être utilisé à des fins administratives, c'est-à-dire des échanges entre professionnels de santé ou avec les régimes maladie et assurances.

En ce qui concerne ce type d'échange, la France est assez bien située puisque 26% des médecins généralistes déclarent y avoir recours, alors que la moyenne est de 15% dans l'Union. Seuls le Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont des taux d'utilisation plus élevés avec 43% et plus.

Il y a lieu de supposer que le nombre réel de généralistes en France faisant des transferts numériques de données administratives est encore un peu plus élevé. En effet 80 % des généralistes proposent le service de télétransmission Sesam-Vitale. Une explication à l'écart entre ces deux chiffres pourrait être que les médecins télétransmettant des FSE n'ont pas conscience de faire des échanges de données administratives...

	EU7	EU27+2	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	EL	ES	FR	IE	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	UK	IS	NO
Mot de passe protégeant l'accès	94	94	97	92	97	97	95	100	59	93	88	97	100	72	100	92	96	100	94	95	94	86	97	80	92	94	100	96	98	100	100
Mot de passe protégeant les fichiers transmis	57	57	60	77	65	71	63	76	40	56	39	59	70	41	100	45	54	57	47	62	60	63	62	62	64	69	56	27	58	83	59
Cryptage de la transmission des fichiers	42	42	64	49	31	68	53	85	22	35	36	30	45	19	50	32	42	31	21	36	46	40	26	44	32	28	14	20	42	37	58
Utilisation de e-signatures	19	19	22	68	49	93	7	58	15	24	16	11	40	13	0	12	12	7	9	28	12	11	5	12	20	19	16	41	10	43	46

Plusieurs techniques différentes existent pour manipuler de manière sécurisée les données patients :

- la protection par mot de passe de l'ordinateur,
- la protection par mot de passe des fichiers transmis,
- le chiffrement de la transmission des fichiers et des e-mails,
- ainsi que l'utilisation des signatures électroniques.

En ce qui concerne les dispositifs de sécurité, le taux d'usage dans les cabinets d'omnipraticiens français est en dessous de la moyenne européenne.

La protection par un mot de passe d'accès du poste de travail est le moyen le plus facile à mettre en œuvre. C'est sans surprise la méthode la plus largement utilisée. 94% des praticiens l'utilisent dans l'Union Européenne. En France, seuls 88% des généralistes recourent à cette pratique de protection par mot de passe d'accès. C'est le plus faible taux d'utilisation en Europe.

Pour la protection de la transmission des fichiers seulement 39% des généralistes français se servent d'un protection par mot de passe (Europe : 57 %).

Les autres solutions techniques comme le cryptage et l'utilisation des signatures électroniques exigent la mise en place d'infrastructures plus lourdes. C'est pour cette raison qu'elles sont beaucoup moins utilisées par les généralistes européens (42 %) et seulement 36% en France.

Quant à l'usage d'une signature électronique, ce serait 16 % en France. Cela semble beaucoup vu l'atonie des échanges et cela malgré que la Carte de Professionnel de Santé (CPS) qui supporte un certificat de signature, soit diffusée depuis la fin 1998. La moyenne d'usage de la signature électronique serait de 19% en Europe avec un taux record de 93% pour les danois.

L'utilisation de l'ordinateur en consultation avec le patient

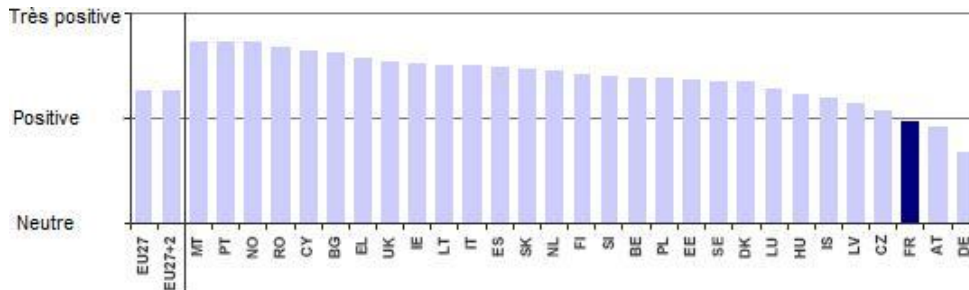


Mis à part le stockage et l'échange de données des patients, un ordinateur peut

également être utilisé en interaction directe avec le patient, c'est-à-dire au cours de la consultation. Il peut afficher un fichier vers le patient, apporter des informations lors de traitement ou de médicaments, mais aussi pour l'explication de problèmes médicaux au patient, par exemple au moyen d'un graphique, d'une photo ou une animation.

72% des médecins généralistes en France utiliseraient en interactivité l'ordinateur en consultation. Ce résultat met, une fois de plus, la France légèrement au-dessus de la moyenne de l'union européenne.

Sentiment général des généralistes européens envers l'utilisation des TIC dans les soins de santé.



Est-ce la conséquence de l'informatisation forcée des médecins sous la pression de Sesam-Vitale ou de l'échec du chantier du DMP qui devait être généralisé en juillet 2007, les généralistes français sont en queue

de peloton européen.

Parmi les facteurs qui pourraient faciliter la diffusion de la cybersanté, la plupart des généralistes européens souhaiteraient que la formation soit incluse dans les programmes de l'enseignement médical. En deuxième position, ils souhaitent une formation continue à l'informatique de santé. Troisièmement, ils appellent à une meilleure mise en réseau de tous les acteurs de la santé afin de partager les informations de santé.

Lien hypertexte: http://ec.europa.eu/information_soc...



Pour répondre ou commenter ce texte, forum de l'article en ligne

publié le 29 avril 2008 par [Jean-Jacques Fraslin](#)

i-med - Observatoire des technologies et des systèmes d'information de santé